



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : **G. DEHERME**



SOMMAIRE :

- G. DEHERME *Le Programme socialiste.*
PAUL GUÉRIOT *Immigration et Dépopulation. II.*
PAR TOUS. *Revue des Opinions, des Faits et des Idées.*
G. DEHERME. *Les Livres qui font penser.*

Le Numéro : **0 fr. 25**

PARIS

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

7, rue Corneille, 7

LA
Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Education Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est **terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'Union Coopérative des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Etranger. — **L'Union Coopérative** doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.

Etranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

Tél. 101-50

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Tél. 101-50

Directeur : A. GALLOIS

RÉPERTOIRE PARLEMENTAIRE

Relevé des Votes des Députés et Sénateurs et Nomenclature de leurs Travaux
D'après le Journal Officiel de la République française

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour



La Coopération des idées

LE PROGRAMME SOCIALISTE (1)

Karl Kautsky est sans doute le meilleur théoricien orthodoxe du socialisme. Il est l'interprète consacré du Livre, le gardien vigilant de la Parole. Il est dans l'erreur, certes, comme tous les socialistes, et la pire de toutes, l'erreur métaphysique ; mais sa pensée a quelque consistance, et on la peut saisir. Il représente nettement un moment de la pensée humaine.

Dans un livre qui vient d'être traduit en français par M. Léon Rémy, Karl Kautsky nous présente un commentaire systématique du programme adopté par la social-démocratie d'Erfurt de 1892. C'est là une sorte de catéchisme du socialisme, un manuel que doivent lire ceux qui désirent se renseigner sur les principes inspirateurs et les idées directrices du socialisme actuel. « A propos du programme d'Erfurt, écrit Karl Kautsky, nous nous proposons d'exposer le monde des idées socialistes sous chacun de ses rapports essentiels et qu'il est important de connaître pour comprendre la démocratie socialiste. » Il s'étend sur « la disparition de la petite exploitation, les cartels,

(1) *Le Programme socialiste*, par KARL KAUTSKY, traduit par L. RÉMY. (M. Rivière, éd.)

la surproduction, la position de la classe ouvrière vis-à-vis de l'action politique et syndicale, etc., et surtout la question de la société future ».

On ne réfute point le socialisme en quelques phrases plus ou moins chantecleresques, comme on l'a fait accroire à la clientèle des journaux mondains. Je ne l'essayerai point. Tout système, même celui qu'ont pu produire la dialectique de Hegel et la lourde construction de Marx, est toujours soutenu par quelques vérités. En tout cas, il établit un régime mental, il discipline. La divagation habituelle rencontre parfois des vérités, mais elle n'y retient pas l'esprit, et ainsi use l'âme la mieux trempée. Je ne crois pas, néanmoins, que le marxisme soit un progrès sur le socialisme français d'il y a soixante ans, celui de Proudhon, par exemple. Il a avancé, si l'on veut, mais dans une fausse voie. « Le socialisme est le positivisme spontané, disait Comte, et le positivisme constitue le socialisme systématique. » Avec Marx, le socialisme s'est écarté de plus en plus du positivisme régénérateur. Mais la conception matérialiste de l'histoire est le dernier mot, et le plus profond, de la métaphysique économique. Sur le terrain de l'économie politique, où il se tient, où il se heurte avec le capitalisme anarchique, le véritable socialisme est invulnérable. Les prétendus « droits absolus » de la bourgeoisie à la richesse sociale comportent naturellement les « droits absolus » du prolétariat à s'en emparer par tous les moyens, dont les plus inoffensifs sont ceux que préconise le « camarade » Thubeuf. La vraie justice, c'est la lutte de classe, ce sont des forces qui se mesurent. Et ici l'issue n'est pas douteuse. La bourgeoisie est un champion essoufflé. Je parie pour Thubeuf. On saura bientôt ce que coûtent

à une classe dirigeante la stupidité, la bassesse et l'égoïsme qui en font d'abord une cohue digérante. Et ce serait une compensation, s'il pouvait y en avoir une à l'écroulement de la société française. Un positiviste ne saurait être un dilettante.

Dans son livre, Karl Kautsky nous montre comment la ploutocratie jouisseuse aboutit au socialisme, c'est-à-dire au châtement. La dissolution de la famille, qui s'achève présentement, est le principe de tous les désordres sociaux. Elle a été commencée et elle est fomentée par la monstrueuse exploitation du travail des femmes et des enfants. Le collectivisme a été préparé par les accaparements, les cartels, les trusts, tout le banditisme financier, et l'impitoyable concurrence qui a écrasé les petits. L'antipatriotisme est né de ceci : « En le privant de propriété, le mode de production capitaliste a séparé le travailleur de la glèbe. Il n'a pas de foyer fixe et par suite pas de patrie fixe. » En détournant le paysan de l'agriculture, qui produit le pain de tous, pour le travail abrutissant, démoralisant, assassin des usines, mais qui produit de l'or pour quelques-uns, en agglomérant les ouvriers dans les villes, l'industrialisme capitaliste a provoqué l'esprit de révolte, cet esprit satanique que Dieu même n'a pu dompter. Il s'alimente d'ailleurs par le paupérisme, conséquence de la surproduction industrielle, et il est exaspéré par l'insolence d'un luxe extravagant, beaucoup plus subversif que la truculente rhétorique de M. Gustave Hervé. Il n'est pas jusqu'au sabotage dont on ne découvre la source impure dans le mercantilisme effréné du « laissez-faire », avec ses pratiques essentiellement bourgeoises qui ont déshonoré le travail : les falsifications courantes, la laideur lucrative, le camelotage.

« La prolétarianisation des masses populaires, dit Kautsky, la réunion de tout le capital entre les mains d'un petit nombre d'individus qui gouvernent la vie économique des nations capitalistes, les crises, l'insécurité de l'existence, tous ces effets désastreux et révoltants du mode de production capitaliste, ne peuvent, sur la base du mode de propriété actuelle, être arrêtés dans leurs progrès constants par des réformes, quelque étendues qu'on les suppose. » Les concessions de la peur ne retarderont pas la catastrophe, ni la ruse des politiciens, — ni les baïonnettes, d'ailleurs. Les forces sociales emportent tout. Il n'est que de les organiser, de les diriger. Mais de bas jouisseurs n'ont pas l'énergie qu'il y faut, ni l'intelligence, ni le prestige. Aucune lumière ne les guide. Ils ont éteint celle du ciel; mais ils se sont bien gardés, pour mieux mettre en valeur l'éclat de leur or, d'en faire jaillir une autre.

La crise révolutionnaire semble donc inéluctable. Les socialistes s'en réjouissent. Hélas! Ils ne voient point qu'elle ne résoudra pas le problème social, — même si elle se peut discipliner assez, et l'on ne voit pas comment elle y parviendra, pour organiser la socialisation des moyens de production. Ce ne sont pas les choses, ce sont les hommes qu'il faut socialiser. Ce n'est pas la possession, mais l'usage qu'en fait le possesseur qui importe. La concentration, la continuité et la responsabilité seront toujours les conditions d'une bonne administration et d'un sage exercice des forces sociales. Contrairement à ce qu'imaginent les socialistes, il faut donc que la possession reste individuelle. Elle seule peut garantir l'économie et le maximum de production utile. Mais il convient que cette possession soit réglée. Les abus de la

richesse sont le scandale sans nom de notre civilisation et une terrible menace. On y mettra fin. La richesse, non plus qu'aucun pouvoir, économique, politique ou intellectuel, ne saurait conférer à ceux qui la détiennent pour le service social des droits absolus. Le pouvoir se justifie par le devoir. Comme l'a bien dit Paul Bourget, dans sa belle conférence sur *la Barricade*, une classe dirigeante se défend surtout par ses mœurs : « Les vertus de famille sont des énergies de classe, comme aussi les vertus civiques. Se défendre, pour une classe, c'est encore montrer une entente sagace des intérêts de la collectivité. Être le plus fort enfin, pour une classe, c'est intéresser la classe adverse, malgré elle, à la durée de ce qui est, par cet accroissement constant du bien-être général que procure une bonne gestion des affaires publiques et privées. »

Certes, il est moins facile d'avoir de la vertu que d'invoquer le « droit » ; mais il n'y a que la vertu qui sauve une classe. Rendons-la donc possible. Imposons-la.

Toute puissance temporelle quelconque doit être rapportée à l'ensemble social, c'est-à-dire réglée et dirigée par un pouvoir spirituel. Il y faut une religion. Il n'y a pas de société, c'est-à-dire de convergence des forces, sans gouvernement, — surtout sans gouvernement spirituel. Or le catholicisme et le positivisme, aujourd'hui, sont seuls en mesure de constituer un pouvoir spirituel, parce qu'ils sont des doctrines complètes embrassant l'homme dans l'humanité, éternelle et progressive.

Voilà plus d'un demi-siècle que Comte lançait son *Appel aux Conservateurs*. Ceux-ci auront-ils enfin l'intelligence de l'entendre et l'énergie d'y répondre ?

G. DEHERME.

IMMIGRATION ET DÉPOPULATION (1)

Mon ami Paul Guériot m'envoie ce « mot ». Il termine le débat. Aux lecteurs de conclure.

Je ne veux rappeler que ceci : La dépopulation est une question sociale. M. Paul Guériot me paraît se préoccuper surtout de la main-d'œuvre agricole, question économique. A ce point de vue restreint, avec quelques précautions, l'immigration, en effet, peut être un expédient utile provisoirement. Mais il s'agissait de la dépopulation française, et il ne faut pas oublier que, dans une société faite, l'immigration envahissante, telle qu'elle se manifeste en France présentement, loin d'être un remède, est une conséquence morbide de cette dépopulation, — et non la moins inquiétante.

MON CHER DEHERME,

Voulez-vous me permettre de répondre un mot à votre très forte argumentation contre l'immigration étrangère et ses inconvénients.

Vous avez pleinement raison de dénoncer le danger d'une immigration désordonnée, non surveillée et envahissante, comme celle que nous recevons actuellement. Mais il est permis d'en concevoir une autre. Ce serait celle qui serait organisée, étroitement contrôlée, filtrée pour ainsi dire, et qui nous amènerait des sujets honnêtes, choisis parmi les étrangers qui se rapprochent le plus de notre type national —

(1) Voir notre n° 53.

Belges, Suisses, par exemple — sous la surveillance non pas de l'État, dont je me méfie, mais de sociétés privées, composées d'hommes éminents et cultivés, qui ne laisseraient passer ni les dégénérés, ni les criminels, ni les paresseux. Cela serait-il donc si difficile à réaliser ?

Actuellement, nous prenons le « tout-venant », et c'est pourquoi nous avons souvent des résultats qui vous effraient.

L'immigration est comme toute chose : elle a besoin d'ordre et d'organisation. Qu'on les lui donne et vous verrez qu'elle peut devenir pour la patrie une force qui ne serait pas à dédaigner.

Bien affectueusement.

PAUL GUÉRIOT.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

LA VASECTOMIE CONTRE LA DÉGÉNÉRESCENCE ET LE CRIME

En trente ans, aux États-Unis, le nombre des dégénérés s'est accru deux fois plus vite que l'ensemble de la population et les meurtres ont triplé.

Un correspondant américain de la revue *les Documents du progrès* nous annonce que, pour réagir contre le développement de la criminalité, on commence à pratiquer la vasectomie. « Le corps législatif de l'Indiana a, il y a deux ans, dit-il, donné force de loi à cette méthode, et, depuis, plus de huit cents cri-

minels de profession y ont été ainsi rendus incapables de procréer. L'Orégon vient de suivre cet exemple et les assemblées législatives de deux autres États délibèrent actuellement sur des propositions semblables. »

Dernièrement, un publiciste de Poitiers, M. Viaud, préconisait la castration des criminels endurcis, et à l'asile cantonal de Wiel, on aurait pratiqué cette opération sur deux hommes et deux femmes. « L'une de ces dernières, écrit le rédacteur des *Documents du progrès*, était épileptique et sujette à de violents accès de délire furieux ; l'autre, idiote de naissance, se trouvait par moments en état d'irritation. Toutes deux étaient nymphomanes. Pour obtenir leur liberté (elles étaient à l'asile depuis des années), elles acceptèrent de subir l'opération de la castration. Leurs familles ainsi que les autorités donnèrent leur assentiment, et ces femmes reçurent leur exeat après l'opération. Quant aux hommes, l'un était un buveur, l'autre un homosexuel. »

Ce n'est pas cette chirurgie morale qui rétablira l'ordre. Au contraire. Toutefois, il faut reconnaître que la vasectomie est une opération beaucoup plus simple. Elle peut être faite en quelques minutes, « sans douleur (par l'anesthésie à la cocaïne), au moyen d'une incision d'un demi-pouce de profondeur ». Et le rédacteur ajoute : « Il n'en résulte aucune maladie ; le sujet n'a pas à garder le lit et ne perd aucunement ses facultés sexuelles. Seule, la procréation lui devient impossible. »

Dans notre anarchie morale, que tant de benêts prennent pour le progrès, il est évident qu'on peut avoir recours aux expédients physiques, même les pires : *Salus populi suprema lex esto*. Mais il est non moins évident que ces expédients ne sauraient être

que provisoires et qu'ils nous ramènent sûrement à la barbarie.

LA POURRITURE PARLEMENTAIRE

Voici un document publié par *la République sociale de l'Aude* :

Cabinet
du sous-secrétaire d'État.

Paris, 21 août 1909.

MONSIEUR,

Vous avez exprimé à M. le sous-secrétaire d'État le désir de comparaître devant le Conseil de réforme, à l'occasion de la période d'instruction pour laquelle vous étiez convoqué.

Le colonel commandant le 53^e de ligne, à qui M. Sarraut a fait part de votre désir, fait connaître, qu'après comparution devant la commission de réforme, vous avez été classé dans le service auxiliaire et renvoyé dans vos foyers.

M. Albert Sarraut est heureux d'avoir pu contribuer à vous faire obtenir satisfaction.

Agréez, etc., etc.

Pour le sous-secrétaire d'État et P. O. :
Le sous-chef de cabinet,

J. MARTINIE.

Monsieur X... Y..., à Sigean (Aude).

On voit que M. le sous-secrétaire d'État à la guerre est un homme fort occupé.

Nous serons peut-être battus lors de la prochaine guerre; mais du moins les petites affaires des électeurs de M. Albert Sarraut n'auront pas été négligées.

LA HAUSSE DES PRIX ET LA COOPÉRATION

Dans *l'Almanach de la coopération*, M. Charles

Gide examine quelques-unes des causes et des conséquences de la hausse des prix :

Il y a d'abord des causes locales. C'est ainsi que, lorsque l'on ouvre une ligne de chemins de fer, généralement les prix montent considérablement dans les villages et les campagnes desservies par la nouvelle voie, et cela par la raison bien simple qu'elle draine les produits : légumes, fruits, lait, beurre, œufs, volaille, gibier, etc., tout s'en va à la ville ou au marché le plus proche. J'ai vu ces jours-ci précisément un village où depuis quatre ans les prix avaient presque doublé uniquement par cette cause.

Mais, dira-t-on, si les prix haussent dans les villages et sur les lieux de production, par suite de la raréfaction des denrées, alors ils devraient baisser dans les villes et les grands centres, par suite de l'augmentation de la quantité offerte ? — En effet, il devrait en être ainsi si notre régime économique était normal, et parfois il arrive bien que les choses se passent ainsi : il y a des villes où la hausse des prix s'est fait moins bien sentir qu'à la campagne, et il en serait toujours ainsi si c'étaient des coopératives qui achetaient dans les campagnes pour vendre dans les villes. Malheureusement, ce mouvement de bascule ne se produit généralement pas, parce que les marchands des villes s'efforcent de maintenir les prix.

Il y a aussi des causes spéciales à certaines industries. C'est ainsi que celles qui sont fréquemment affectées par les grèves ont une tendance à élever le prix de leurs produits, parce que les fabricants, dès qu'ils ont été obligés d'accorder à leurs ouvriers des salaires plus élevés ou une diminution de la journée de travail, cherchent naturellement à se rattraper sur le public. C'est ainsi que, pour construire une maison à Paris, il en coûte aujourd'hui au moins un cinquième en plus (20 p. 100) qu'il y a cinq ans. Et ceci est malheureux pour les ouvriers, car cette hausse retombera sur eux sous forme de hausse de loyers : rien ne serait plus utile à la classe ouvrière qu'une réduction dans le coût de construction des maisons. Le même fait a été remarqué dans d'autres industries.

Néanmoins, on ne peut pas dire que les grèves entraînent

toujours une hausse des prix, car il ne dépend pas toujours du fabricant de rejeter sur le public les sacrifices qu'il a été obligé de consentir à ses ouvriers, et souvent il doit les prélever tout simplement sur ses profits. C'est ici précisément que le rôle des sociétés de consommation apparaît comme d'une grande utilité sociale et comme complémentaire de celui des syndicats. Sans les sociétés de consommation, les ouvriers risquent de perdre comme consommateurs par la hausse des prix tout ce qu'ils auront gagné comme salariés par la hausse des salaires. Grâce à elles, au contraire, la hausse des prix peut souvent être évitée, la classe ouvrière peut conserver tout le bénéfice de sa victoire et c'est l'intermédiaire, fabricant ou marchand, qui devra en payer les frais sur ses profits.

Il y a enfin à la hausse des prix des causes générales : je n'en mentionnerai que deux.

L'une est le régime protectionniste, qui, par les droits énormes qu'il fait payer aux produits importés, confère par là même aux producteurs du pays un véritable monopole. Si en Angleterre et en Belgique la vie est bien moins coûteuse qu'en France et en Allemagne, ce qui est incontestable, c'est certainement parce que ces deux pays laissent entrer à peu près librement les produits étrangers. Aussi, les coopérateurs feraient-ils bien de s'émouvoir plus qu'ils ne le font de l'épidémie protectionniste qui sévit dans le monde entier et de chercher à réagir contre les mesures qui tendent à l'aggraver — comme on se prépare à le faire en France.

Pendant, je reconnais que la protection même n'est pas la seule cause ni par conséquent l'explication suffisante de la hausse des prix, puisque celle-ci se manifeste même dans les pays libre-échangistes. Il faut faire intervenir, à notre avis, une autre cause, et celle-ci est la plus générale qu'on puisse trouver : c'est la production croissante des mines d'or, qui a pour résultat de déprécier ce métal précieux, en d'autres termes, qui fait qu'il faut donner une plus grande quantité d'or pour obtenir la même quantité de n'importe quelle marchandise. L'action de cette cause-là est universelle et elle semble devoir être continue.

En tout cas, et quelle que soit la façon dont on veuille l'expliquer, le fait est là. Nous voyons, depuis quelques années, une hausse de prix très marquée, qui, d'après les statistiques publiées par l'Assistance publique de Paris, s'élèverait en moyenne à 18 p. 100, et, même pour certaines denrées, telles que la viande et la charcuterie, à 27 et 38 p. 100 — et cela rien que dans la courte période de quatre ans qui va de 1905 à 1908. Cette hausse des prix, en se portant aussi sur les vins, a eu pour résultat d'arrêter la crise vinicole.

A quelque chose malheur est bon, car c'est certainement à cette cause aussi que nous devons l'accroissement rapide du nombre des sociétés de consommation en France. Nous apprenons, en effet, par la statistique que vient de publier le ministère du Travail, que leur nombre s'est accru de 174 en 1908 et de 163 en 1907. Ainsi, la hausse des prix sera le fouet qui pousse les indifférents et remplacera l'enthousiasme qui fait défaut.

AVANT LES « DROITS DE L'HOMME »

Dans un intéressant ouvrage, *Vérités sociales et Erreurs démocratiques*, Mgr Henri Delassus rapporte un touchant usage de l'ancienne France. « C'était un usage presque général, dit-il, dans les familles aisées de Châtellerault, de choisir pour leurs enfants des parrains et marraines pauvres. Le riche demandait au pauvre amitié et appui pour son enfant, en inspirant à celui-ci l'obligation morale de soutenir dans sa détresse le malheureux à qui un lien spirituel l'anissait. »

MAISON UNIVERSITAIRE

La *Maison universitaire* de Saint-Valéry-sur-Somme, fondée par Mme Chalamet, est une station d'étude et de repos pour les travailleurs intellectuels. Au repos à la campagne et au délassement des

excursions, le programme associe la somme de travail et d'occupations en commun propre à rendre la vie à la *Maison universitaire* intéressante pour tous et particulièrement profitable aux étrangers. Une attestation d'études peut être délivrée aux personnes ayant fréquenté les cours pendant dix semaines, en un ou plusieurs séjours.

Inscriptions et renseignements : *Maison universitaire*, à Saint-Valéry-sur-Somme.

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

Le Travail des femmes à domicile, par le COMTE D'HAUSSONVILLE, o fr. 60 (Bloud, éditeur, 7, place Saint-Sulpice). — A ce tableau saisissant des misères du travail féminin à domicile : surmenage, gain de famine, il ne manque que le pendant exposant les terribles conséquences du travail féminin à l'atelier et à l'usine : corruption, épuisement, dépeuplement, dégénérescence, dissolution de la famille, accroissement de la criminalité juvénile et de la prostitution, etc.

Et, pourtant, M. d'Haussonville écrit : « Il y aurait, au point de vue moral, de sérieux inconvénients à accréditer au point de vue économique cette croyance d'après laquelle « une femme ne pourrait pas se tirer d'affaire à elle toute seule », croyance qui n'est que trop répandue dans les milieux populaires, et qui sert de prétexte à bien des défaillances ». Quoiqu'on en dise, ce sage empirisme populaire est admirable. Car le plus grave des inconvénients est de dissocier la famille.

M. d'Haussonville voudrait atténuer les épouvantables souffrances des ouvrières à domicile. C'est d'une généreuse pensée. Malheureusement, tous les palliatifs des philanthropes ne font qu'entretenir le mal. On ne se dis-

pensera pas d'une réfection sociale. Le travail des femmes est une maladie sociale, et il est dans la nature des maladies de faire souffrir. C'est ce qui nous sauve, d'ailleurs. Quand les philanthropes auront trouvé le secret de rendre l'anarchie indolore, voire agréable, la civilisation occidentale sera condamnée.

La Valeur sociale de l'Évangile, par L. GARRIGUET, 3 fr. 50 (Bloud, éd., 7, place Saint-Sulpice). — Des sectaires seuls peuvent constater la valeur sociale de l'Évangile. Mais de là à prétendre, comme l'auteur, que l'Évangile contient une doctrine sociale complète, qui suffit à notre civilisation compliquée, il y a loin.

S'il y a une doctrine évangélique comme l'a très bien vu Georges Sorel, elle « n'est que pour l'homme purifié, l'anachorète, le saint. On ne peut rien y apprendre de ce qu'on doit faire dans la société civile moderne... Quand le théologien s'occupe d'économie, il est obligé d'emprunter ses doctrines aux écoles laïques, aux considérations profanes sur le droit naturel, ou bien il parle comme ferait un rêveur. » L'Église elle-même n'a pu se fonder que sur la hiérarchie ecclésiastique, qui est contraire à l'Évangile.

Il faut donc distinguer entre les sentiments sociaux que l'Évangile a fait surgir et contribue encore à animer et l'ensemble des règles qui doivent ordonner toutes les forces sociales. Or, l'auteur les confond. De ce que l'Évangile a une valeur sociale indubitable, il ne s'ensuit pas qu'elle soit une sociologie, ni même la sociologie spontanée, inconsciente qu'est une religion révélée.

Non, « la doctrine morale » de l'Évangile n'est pas « parfaitement adaptée aux besoins réels de notre vie sociale moderne ». Je n'en veux pour preuve que le principe anarchique de l'égalité.

L'auteur est bien documenté sur les tendances intellectuelles présentes, — sauf peut-être sur le positivisme. Dans une note, il écrit : « Les trois grands esprits qui ont poussé le plus loin l'étude méthodique et objective des sociétés humaines et ont contribué à fonder la science sociale : Frédéric Le Play, Auguste Comte, Taine ». En date, Le Play vient après Comte. Pour l'œuvre, c'est un

scandale de mettre Le Play et Taine au niveau de l'immortel fondateur de la sociologie. Ce sont deux grands esprits, certes, et Le Play plus encore que Taine; mais ils précèdent de Comte. De plus, ils n'ont pas su comprendre dans son ensemble l'admirable et définitive synthèse. L'un n'a pu ajouter à son catholicisme et l'autre à son scientisme matérialiste qu'une faible parcelle de positivisme. Cela suffit, d'ailleurs, pour qu'ils soient, chacun dans sa partie, deux maîtres de la pensée française.

Réformes orthographiques nécessaires, par L.-L. FABRE (Imp. Kugelmann). — L'auteur n'est pas un barbare. Il ne nous propose point l'orthographe simplifiée ni l'orthographe phonétique. Au nom des correcteurs typographes, il se borne à signaler quelques-unes des anomalies de notre orthographe. A ce propos, il rappelle que, dans l'édition de 1877 de son dictionnaire, l'Académie tint compte des vœux de la Société des correcteurs. « En particulier, elle unifia l'orthographe des mots assonance et analogue. »

Les unifications que réclame M. L.-L. Fabre paraissent très raisonnables. On peut, semble-t-il, aller jusque-là. Mais non plus loin.

L'Internationale. *Documents et souvenirs*, t. III, par JAMES GUILLAUME, 5 fr. (Stock, éd., 155, rue Saint-Honoré). — Ce nouveau volume va de septembre 1872, après le Congrès de La Haye, jusqu'en mars 1876. C'est la période de réorganisation de l'Internationale sur une base autonome, c'est-à-dire sans conseil général, et contre Karl Marx, qui rêvait une espèce de monstrueuse dictature temporelle et spirituelle internationale. L'auteur prit une part active à ces luttes. C'est le moment où des émeutes sont fomentées par les internationalistes en Italie, en Espagne, où se prépare le nouveau terrorisme russe. En Suisse, dans la remuante Fédération jurassienne qui subit l'influence de Bakounine, s'ébauche le mouvement anarchiste que développera bientôt Kropotkine. MM. Jules Guesde et Paul Brousse entrent en scène. L'un et l'autre sont alors antimarxistes et anarchistes.

Voilà un excellent document pour servir à l'histoire du socialisme. Ces « souvenirs » sont vraiment vivants, et donc instructifs. Ils ne sont pas arrangés pour les besoins de la cause. L'auteur y est un historien plus qu'un partisan. Et c'est fort heureux.

J'ai dû reviser mon jugement sur les grands révolutionnaires du temps : Bakounine, Karl Marx, Engels, voire Benoît Malon, — et non pour les grandir. Ces hommes, qui ne trouvent point dans la famille, ni même la patrie un objet assez vaste pour leur altruisme, ne peuvent être trois ensemble sans se haïr, se déchirer, et par les pires moyens. L'histoire de la *Baroneta* vaut une expérience. Les amis qui s'aiment le mieux ne peuvent s'entendre à organiser une ferme agricole, — et ils veulent construire une société nouvelle ! Et voici ce que le plus intelligent et le plus noble d'entre eux, Bakounine, pouvait imaginer. Il se proposait de cultiver des fleurs dont sa femme eût fait des bouquets et que « des petites filles, disait-il, louées par moi, iront offrir sur la voie du chemin de fer, à l'arrivée de tous les trains d'Italie et, plus tard, du Gothard. De ce fait seul, je gagnerai au moins vingt ou vingt-cinq francs par jour. »

Il faut alterner la lecture de ces *Souvenirs* d'un révolutionnaire désillusionné avec celle d'un autre recueil de documents authentiques, les *Lettres d'Auguste Comte*. Cela fait l'effet d'un bain de bon sens et de pureté. Et je relève ceci, dans une lettre à M. de Tholouze : « Que seraient nos convictions si d'abord elles ne perfectionnaient pas notre propre conduite ? »

Traineurs de sabre, par FERNAND DACRE, 3 fr. 50 (Dargon, éd., 96, rue Blanche). — Dans ces quatre nouvelles, très émouvantes, l'auteur nous présente la même figure de l'officier, ce qu'il a été, ce qu'il est encore, ce qu'il doit être. L'antimilitarisme, dit-il dans sa préface, « c'est l'officier et le service obligatoire qui l'ont fait ». La bonté, l'éducation sous les drapeaux ? Oui ; mais il ne faudrait pas que cette bonté fût de l'indifférence ou de l'impuissance, et cette éducation du bluff ou de la propagande électorale.

M. Fernand Dacre, qui a du talent, croit au bon « joyeux », au sensible apache, qu'on ramène à la vertu par la douceur et la confiance. Si on en tire de beaux effets dramatiques, les journaux nous apprennent qu'en réalité l'application de ces théories humanitaires est nuisible aux vieilles femmes qui vivent ou voyagent seules, sinon à l'éducation du peuple à la caserne et à la discipline militaire.

Voyage révolutionnaire. Impressions d'un propagandiste, par V. GRIFFUELHES, o fr. 60 (M. Rivière, éd., 31, rue Jacob). — L'ancien secrétaire général de la C. G. T. a l'énergie, l'intelligence et le dévouement qu'il faut à un organisateur du travail. C'est un véritable chef ouvrier. Il ne lui manque que l'assise d'une doctrine organique. Mais il a le goût des réalités, le sens du relatif, les expériences ont prises sur lui, elles le redressent. Et ce petit livre intéressant en témoigne.

Ce propagandiste syndicaliste a parcouru la France ouvrière. Il rapporte ce qu'il a vu. Pas de verbalisme comme chez son successeur Niël : des faits, sincèrement exposés. Ainsi, il note les effets dissolvants du parlementarisme démagogique. Là où il y a un député socialiste, le mirage électoral, la politiquerie ont tué la vie ouvrière.

Un tel révolutionnaire n'est pas fait pour le rester; car il s'instruit et il est de bonne volonté.

Constantin Meunier, par M.-C. POINSOT, o fr. 25 (Fabre, éd., 20, rue du Louvre). — Étude intéressante, documentée, sur la vie et l'œuvre du grand artiste belge. « Meunier, a dit Gustave Geffroy, est, comme Millet, Barye, Rodin, de la race de ceux qui savent les mouvements simplifiés, les souples musculatures, les résumés essentiels. »

Vérités sociales et erreurs démocratiques, par Mgr HENRI DELASSUS (Desclée de Brouwer et Cie, Lille, Paris). — Dès l'abord, une citation de Le Play en marque bien les tendances : « Dans une société qui croule de toutes parts, il y a d'abord à redresser les idées. Ce qu'il faut, c'est changer le moral et l'intelligence des classes éclairées, c'est améliorer le fond des choses à la lumière des

principes... C'est l'erreur encore plus que le vice qui perd les nations. »

Quelles sont les erreurs qui ruinent la société française ? Elles sont nombreuses. Mgr Delassus dénonce premièrement l'erreur fondamentale, celle de Rousseau : « l'homme est naturellement bon ». Là-dessus ont levé les « droits de l'homme » et toutes les sottises anarchiques du dix-neuvième siècle.

Auguste Comte estimait qu'en politique comme en philosophie l'esprit théologique est bien plus près de l'esprit positif que l'esprit métaphysique. L'ouvrage si bien pensé de Mgr Delassus, quoique d'une rigoureuse orthodoxie, en est un éclatant exemple. A part l'obligation — surtout verbale — de rapporter à Dieu ce que le positiviste rapporte à un ensemble continu mieux concevable pour lui, il n'y a point divergence. Quand il y a désaccord sur quelque détail, ou plutôt sur quelque expression, c'est que le théologien se défend moins bien contre l'infiltration métaphysique que le positiviste. Ainsi pour le prétendu « droit » de propriété. La distinction que fait Mgr Delassus entre les « droits innés de l'homme » et les « droits acquis », encore que subtile, ne laisse point d'être dangereuse. Le positivisme établit que la notion de droit quelconque est vicieuse. Le droit à la propriété acquise par le travail conduit nécessairement à revendiquer le droit à la souveraineté conquise par l'insurrection ou l'instruction. Au sens théologique, il n'y a pas plus de « droit » contre la volonté divine qu'au sens positiviste contre l'ordre social et le progrès humain.

Pour l'autorité, au contraire, l'auteur, guidé par Le Play, se garde mieux. Il avertit les démocrates chrétiens et les sillonnistes de leurs erreurs. Il leur rappelle la loi sociale reconnue par l'Église et si bien définie par Bossuet : « On n'est maître, on n'est riche, on n'est puissant que pour mettre son autorité, sa richesse et son pouvoir au service des petits. » N'est-ce point ce que proclame le positivisme par cette formule : « De grands devoirs supposent de grandes forces » ? Car ce sont de grandes forces, l'accomplissement des grands devoirs qui animent la société. Douze millions de votes incohérents ne suppléent

point une volonté précise et responsable ; 40 milliards de francs partagés entre 40 millions de Français ne seraient plus un capital de production ; mille petits dévouements ne font pas un héroïsme. Et c'est seulement par la volonté, le capital, l'héroïsme qu'une société s'améliore, prospère et s'élève.

Mgr Delassus nous montre la folie redoutable du suffrage universel et du parlementarisme, — et plus nettement que beaucoup de soi-disant positivistes. Il signale le mouvement syndicaliste comme une salutaire réaction contre notre anarchie parlementaire. « La classe ouvrière ne sera pas en paix, écrit-il, si longtemps que le *droit* d'association ne sera pas devenu le *droit* de corporation, c'est-à-dire d'association, ayant un être complet, une vie propre avec propriété commune. » On ne saurait mieux dire, — en remplaçant, toutefois, l'équivoque mot « droit » par celui de « liberté ».

La deuxième partie du livre est consacrée aux vérités et erreurs sociales d'ordre secondaire. Beaucoup de faits bien choisis et d'idées bien éclaircies.

Ici, Mgr Delassus s'est inspiré plus encore de Blanc de Saint-Bonnet, génie singulier, que de Le Play.

Le capital est produit par la vertu, — et la vertu par la foi. Pas de civilisation sans religion. D'où, pour arrêter notre décadence, « nécessité de remettre l'esprit à la place de la chair, l'humilité à la place du luxe, le champ à la place de la banque, le capital à la place du paupérisme ». Cela se résume par l'antique précepte : *Contine, abstine*.

Ne négligeant point la filiation, l'auteur nous dit comment le catholicisme fonda la civilisation occidentale, — notamment par ses moines défricheurs, pionniers, artisans, lettrés. D'une manière saisissante, il nous fait voir comment se gaspille maintenant cet énorme capital de civilisation accumulé par la sagesse et l'effort des siècles de foi. Avec vigueur, il s'élève contre l'hypocrisie de la bourgeoisie jouisseuse, qui prétend enrichir le peuple avec son luxe, alors qu'elle l'affame : « L'abus de la richesse pour la satisfaction des passions est ce qu'on appelle le luxe. Il prend la richesse aux besoins vrais et légitimes pour l'accorder aux sens. Consommant le capital préalablement

amassé, il arrête le progrès; s'il se développe, il fait reculer la civilisation, et enfin, à son dernier terme, il donne la mort aux nations, comme il cause l'extinction des familles et le suicide de l'homme. La chute d'un peuple est le résultat nécessaire des corruptions particulières qu'engendrent le luxe et sa fille la luxure, ou la satisfaction désordonnée accordée aux sens. » Ainsi les richesses de nécessité, de production deviennent des richesses de corruption, — et elles exaltent l'envie haineuse. « Elles se composent de tous les objets créés pour satisfaire les besoins factices, de tous les objets qui entretiennent et développent la vanité et la sensualité. Richesses vraiment corruptrices, car la vanité détruit l'esprit et la sensualité le corps. »

Le gaspillage effréné est excité par une sorte d'hallucination qui nous pousse à l'abîme. « Les nations civilisées reposent sur le vide. Gare à l'écroulement ! » Nos plus brillantes fortunes sont de papier. « Cependant, tous ceux qui possèdent ces richesses fiduciaires consomment à raison de leur importance, et contribuent ainsi, pour leur part, à détruire ce qui reste de capital réel. On gagne des fortunes sur le papier, et la dépense se fait sur le terrain. Une richesse fictive permet une consommation réelle. » L'industrie de luxe crée le paupérisme, et toutes ses hontes et ses menaces. « Le socialisme, qui n'est, après tout, que la poursuite désordonnée des biens de ce monde, est dans la bourgeoisie avant d'être dans le peuple », a dit M. de Saint-Bonnet. Et il ajoutait : « Il est plus difficile de l'étouffer là que dans la foule. »

Bien entendu, l'État est trop désorganisé pour pouvoir retenir la France sur cette pente. Il mène la farandole sinistre avec entrain, et vers la banqueroute inévitable désormais. Un cinquième de la fortune de la France est hypothéquée par sa dette publique (43 milliards). « Encore quelques progrès dans l'augmentation des dépenses, a dit Jules Roche, et *tous les revenus* de la fortune publique seront absorbés par les budgets. » Et sous un régime parlementaire, on ne l'a que trop éprouvé, aucune force ne peut s'opposer à cette progression.

Dans la troisième partie, Mgr Delassus nous présente la solution chrétienne de la question sociale.

« Les riches ne sont admis dans l'Église et ne seront admis dans le ciel qu'à la condition de servir les pauvres. » C'est la charité, qui est mieux que l'aumône, et c'est aussi « le dévouement des forts aux faibles et le respect des faibles pour les forts », que recommande le positivisme.

Mais « la question sociale ne peut être résolue par la seule charité ». Mgr Delassus convient qu'il y faut l'effort organisé pour le progrès. C'est reconnaître que, pour la reconstitution sociale, présentement, le catholicisme, — même développé par le mi-positivisme de Le Play — ne peut négliger les enseignements de la sociologie positive, c'est-à-dire ne se peut passer du concours du positivisme complet.

L'Essor éternel, par HENRI ALLORGE, 2 francs (Plon-Nourrit, éd., 8, rue Garancière). — Des poésies d'une clarté bien française, d'un bel accent d'humanité.

Quoiqu'il ne sache encore où se tenir, M. Henri Allorge s'inspire parfois du positivisme.

Voyez ce qu'il dit dans son poème « A la science » :

Oui, tu sais chaque jour enfanter des merveilles,
 Mais rien de tout cela ne vaut le bleu des cieus,
 Ni la voix des forêts, qu'ignorent nos oreilles,
 Ni l'aube des matins, qu'ont oubliés nos yeux...
 Que l'homme continue à dompter la matière;
 Sera-t-il plus heureux, meilleur qu'aux anciens jours?...
 Et ceux-là, qui vivront dans des milliers d'années,
 Penseront comme nous qu'il n'est rien de pareil
 Au charme du printemps et des belles journées,
 Des forêts et des mers, des fleurs et du soleil...
 Qui sait si les sujets qu'ont célébrés nos pères,
 L'héroïsme et la foi, les fleurs et les clartés,
 La nature, l'amour, le rêve et les chimères,
 Ne restent pas les seuls dignes d'être chantés ?

D'une inspiration tout aussi positiviste, le poème « A la Terre » :

Malgré tout, Terre immense et divine, je t'aime,
 Pour la grande leçon qu'on te voit nous donner ;
 C'est toi qui nous apprends cette vertu suprême :
 Humblement, simplement, savoir se résigner...

Et non moins cette prière aux « ancêtres » :

Ancêtres inconnus, dont l'ombre encore me frôle...
 ... Un immense fossé de siècles nous sépare;
 Pourtant je sors de vous et votre sang barbare
 Je le retrouve en moi, votre sang paternel;
 Par delà le mystère insondé de la race,
 Je déchiffre en mon cœur l'ineffaçable trace
 De votre hérédité, patrimoine éternel...
 Oui, si j'ai pu m'instruire et si j'ai connu l'heure
 Où la vie est plus douce et la tâche meilleure,
 Si pour vous aujourd'hui j'écris ces vers émus,
 C'est à vous tous que je le dois, pères augustes,
 Dont les cœurs étaient grands sous des vêtements frustes,
 Ancêtres vénérés, que je n'ai pas connus !

Ainsi, le poète voit son cœur s'ouvrir au « grave et saint amour », celui-là que ne connaîtront jamais les rimailleurs qui nous obsèdent de leurs petits émois d'épiderme.

Je voudrais citer aussi le très beau morceau tragique qu'est « Orphée ». Je dois me borner à reproduire seulement ces vers des « disciples d'Emmaüs » :

Elle est morte en nos cœurs, la foi de notre enfance,
 Crucifiée en nous par le doute inhumain;
 Quand verrons-nous la Foi, mère de l'Espérance,
 Surgir, ressuscitée, au détour du chemin ?

La « mère de l'Espérance » n'est pas morte. Elle ne fut que voilée par l'orgueil métaphysique et l'indiscipline anarchique; mais elle se découvre, plus pure et plus belle, non seulement pour les âmes puériles qui ont besoin du merveilleux divin, mais encore pour les âmes viriles qui savent affronter la pleine clarté du réel humain.

Le Nombre et le mérite, par TIERSONNIER (au *Journal des économistes*, 108, boulevard Saint-Germain). — Depuis bientôt quarante ans, M. L. Tieronnier préconise une *loi électorale basée sur le mérite*, dont le principe se peut résumer ainsi : « Tout homme a le droit de prendre aux affaires publiques la part que comporte la position acquise par son mérite personnel. » Rien ne démontre mieux que cette ingénieuse conception combien le principe de l'élection est fondamentalement absurde et anarchique. Certes, il semble tout à fait désirable de substituer à la prééminence

du nombre brut celle de l'intelligence. Mais qui ne voit, d'abord, que le mérite, l'intelligence ne s'additionnent point ? Qui ne voit surtout que l'intelligence est faite pour proposer, non pour imposer ? M. L. Tiersonnier, comme tous les parlementaristes, est amené à confondre le temporel et le spirituel, et il ne voit pas, ce libéral, qu'il institue ainsi la pire tyrannie dans le désordre qui se puisse imaginer et dont celle de la franc-maçonnerie n'est qu'un avant-goût.

Le suffrage universel, le parlementarisme sont des maladies sociales, « antifranchaises », comme disait Auguste Comte. Si nous ne voulons pas qu'elles nous tuent, il faut nous en guérir au plus vite. Le Play a écrit : « Je ne connais rien de plus dangereux que les gens qui propagent des idées fausses, sous prétexte que la nation ne voudra jamais y renoncer. Si elle n'y renonce pas, elle périra ; mais ce n'est pas un motif pour accélérer la décadence en adoptant l'erreur. Il n'y a d'autre règle de réforme que de chercher le vrai et de le confesser, quoi qu'il arrive. »

Contribution à une réforme du service domestique, par HÉLÈNE CLAPARÈDE-SPIR, o fr. 60 (Librairie Kündig, 11, rue Corratier, Genève). — L'auteur étudie la question du service domestique, les rapports des maîtres et serviteurs et leurs devoirs réciproques. Mme Hélène Claparède-Spir voit très bien que l'insubordination générale des serviteurs a pour principe l'immoralité et l'égoïsme féroce des maîtres. « Le meilleur moyen, dit-elle, est de faire appel à la conscience et à la bonne volonté de tous. » Oui, certes ; mais cela ne suffit point.

La domesticité complète la famille en la liant à la société. Mais il faut un ordre, c'est-à-dire une force qui dirige et règle cette « conscience » et cette « bonne volonté » auxquelles on fait appel. Dans la société réorganisée, il faut que tous s'honorent de servir. Tous, nous devons donc être des serviteurs domestiques comme des fonctionnaires publics. Le positivisme incorpore la domesticité à la famille, et par là à l'Humanité, en lui consacrant le sixième mois du culte. Ainsi, suivant Auguste Comte, « la source envieuse des répugnances démocratiques, les dispositions anarchiques seront aisément surmontées par le positivisme,

qui, systématisant les mœurs occidentales, développées chez les peuples préservés du protestantisme et du déisme, sanctifie la domesticité, désormais incorporée au culte de l'Humanité ».

Pour les petites questions comme pour les grandes, c'est toujours l'ensemble social qu'il faut réorganiser. Il n'y a pas de solutions partielles.

Alliance coopérative internationale, par DE BOYVE (à l'*Émancipation*, 7, rue J.-B. Godin, Nîmes). — Intéressante notice historique sur l'*Alliance coopérative internationale*. M. de Boyve nous rappelle que cette grande organisation a été fondée en 1886, sur la proposition de l'Union coopérative de France.

Pour la plus grande force de l'Armée et la meilleure santé de la Nation, par CENTURIO (Librairie militaire Chapelot, 30, rue et passage Dauphine). — La loi de 1905 sur le recrutement est une loi de surenchère électorale. « Les raisons qui ont fait adopter le service de deux ans ne sont pas uniquement d'ordre militaire », dit l'auteur. Néanmoins, les officiers « se sont appliqués à faire mentir les prévisions pessimistes qu'ils avaient généralement des résultats de la nouvelle loi ».

Nonobstant, les inconvénients qui subsistent sont graves. Centurio examine les moyens de les atténuer dans la mesure du possible.

« En temps de paix, les effectifs français sont de 553.700 hommes, alors que les effectifs allemands sont de 585.500. Les réserves dont la France dispose s'élèvent à 1.800.000 hommes; celles de l'Allemagne se montent à 2.420.000 hommes. » Mais cette infériorité de quantité serait peu de chose si l'infériorité de qualité n'était encore plus marquée. Pour l'éducation, le dressage, il faut le temps. Le surchauffage ne favorise que le bluff pour les inspections générales. Rien n'en reste. De plus, — et cela s'aggrave avec la dépopulation, — on recrute les malingres, les viciés, les tarés physiquement et moralement, pêle-mêle avec les vigoureux, les normaux, les sains.

Et cela dépasse l'armée. Pour préserver les soldats, autant qu'il est possible, des ravages de la contagion phy-

sique et de la contamination morale, Centurio propose deux mesures vraiment efficaces.

Tant au point de vue militaire que social, rien de plus nocif que les garnisons des grandes villes. L'auteur le démontre avec force. Mais il sent bien qu'aucune de ces raisons, qui importent tant à la défense nationale et à la santé sociale, ne saurait prévaloir contre l'intérêt électoral. « C'est lorsque le gouvernement veut être agréable à une ville qu'il lui accorde une garnison », dit-il avec tristesse.

L'armée doit être éducatrice, régénératrice, — non par le bavardage des conférences civiques, l'humanitarisme, on l'entend bien, mais par son action propre, son atmosphère, sa vie. « Plus encore qu'un agent de moralisation, dit Centurio, l'armée doit être pour ceux qui la composent un agent de régénération corporelle. C'est même par là qu'elle peut contribuer le plus utilement au bien intérieur de la nation. Non seulement elle doit constituer pour les soldats robustes une école de culture physique ; il est encore possible de l'employer à affermir la santé des jeunes gens qui, lors de l'appel sous les drapeaux, sont insuffisamment développés, malades ou débiles. Il y a dans cette idée assez de générosité pour qu'elle mérite d'être considérée attentivement : sa mise en pratique peut avoir sur le mouvement de la population la plus heureuse influence. Déjà, d'ailleurs, elle a été l'objet d'expériences poursuivies avec la plus grande persévérance par plusieurs médecins militaires, aussi compétents que dévoués. » L'auteur veut parler des pelotons de robusticité, dont des essais encourageants ont été faits au 74^e d'infanterie par les docteurs Simon et Perrin, au 129^e et au 20^e bataillon du génie par le docteur Duguet, enfin au 123^e par le médecin major Solmon.

« En France, aussi bien qu'en Allemagne, en Italie et en Angleterre, dit l'auteur, les pesées et les mensurations des soldats indiquent que, chez la grande majorité d'entre eux, la capacité respiratoire, l'ensemble des muscles et le poids spécifique s'accroissent notablement pendant la durée de leur service. Mais ce sont surtout les hommes appartenant aux classes pauvres de la société qui profitent

le plus de cette influence bienfaisante de la vie militaire. Faute d'avoir eu une alimentation rationnelle, ou d'avoir donné en plein air l'exercice convenable à leurs organes et à leurs muscles, bien des jeunes gens, au moment de leur appel sous les drapeaux, ne sont pas aptes à bénéficier de l'existence du soldat et ne pourraient qu'être gravement atteints dans leur vitalité, si on les y soumettait brusquement. Pour augmenter les forces d'individus chétifs, il ne faut pas d'efforts physiques faits au hasard, il faut un régime combinant judicieusement l'action d'exercices appropriés, celle d'une nourriture rationnelle et celle de repos suffisants et opportuns. Nulle des lois dites sociales n'assure plus le bien futur, ne satisfait plus les sentiments de solidarité, ne rend plus de services aux déshérités que ne le ferait un ensemble de dispositions permettant de rendre en quelques mois une grande partie des jeunes gens, trop peu robustes lors de l'incorporation de leur classe, aptes aux fatigues de la vie militaire et capables ensuite d'un dur labeur dans les champs ou dans les ateliers. » Centurio estime que la moitié des jeunes gens classés dans les services auxiliaires pourraient être incorporés dans les pelotons de robusticité. « En ce moment, dit-il, où la baisse croissante des effectifs effraye tous ceux qui s'occupent de l'armée, est-il possible qu'on néglige un renfort annuel d'une vingtaine de mille hommes ? Est-il permis, alors que l'urgence de la lutte contre la dépopulation grandit tous les jours, de laisser perdre tous les ans des milliers de vies humaines, qu'on aurait pu sauver et rendre fécondes ? Sans doute, au point de vue purement biologique, il peut être désavantageux pour la race de venir en aide aux moins robustes. Mais, parmi ceux-ci, combien n'y en a-t-il pas qui manquent de vigueur uniquement à cause des conditions défectueuses de leur existence pendant toute leur enfance ? Combien aussi, par leur simple présence, ne contribuent-ils pas à l'assimilation morale des éléments apportés par l'immigration étrangère ? Il en est d'eux comme de ces cristaux de soufre qui, jetés dans une solution sursaturée de ce corps, déterminent sa cristallisation en octaèdres ou en prismes selon la forme qu'ils ont. »

Les débilés à régénérer devraient donc être incorporés dans des pelotons spéciaux, comprenant 100 à 200 hommes environ, et groupés suivant les manifestations morbides analogues. « En conséquence, les débilés seraient divisés en deux grandes classes : celle des lymphatiques et celle des faibles de poitrine, auxquelles s'ajouteraient ou seraient subordonnées celles des débilés nerveux, des alcooliques et des syphilitiques... Les groupements constitués comme il vient d'être dit seraient établis dans les communes rurales indiquées comme les plus favorables par l'examen de la carte pathologique de la France, carte qui malheureusement est encore à dresser... L'influence bienfaisante des moyens physiques serait complétée par celle de la gymnastique respiratoire... Tous les six mois, ceux des jeunes soldats qui auraient été suffisamment fortifiés par le régime des pelotons d'entraînement, pour être soumis à la vie des corps de troupe ordinaires, seraient envoyés à l'un de ceux-ci, après avoir été examinés par une commission de réforme.. De la sorte, on obtiendrait la mise en valeur la plus complète des forcés utilisables pour la défense nationale. »

Cette idée, lancée, préconisée, essayée même, à leurs risques et périls, par quelques officiers français, est discutée sérieusement et on se prépare à l'appliquer. Mais en Allemagne. En France, nos politiciens ont d'autres soucis, et d'abord celui de ne pas désobliger les cabaretiers et les tenanciers de maisons de prostitution, qui sont d'excellents électeurs radicaux-socialistes. L'amiral Germinet en sait quelque chose.

Les idées présentées dans cet opuscule sont à retenir. Elles s'appuient sur de solides principes sociaux. L'auteur n'est pas un rêveur, ni un dilettante. Il a une méthode. Sa compétence militaire et sociale est certaine. Son étude devrait être lue par les officiers, les médecins, les administrateurs et les politiques qui ne négligent point leurs devoirs. Elle intéressera tous les Français qui ne sont pas désolidarisés.

La Géologie. Origine et histoire de la Terre, par H. GUÉDE, 1 fr. 95 (Librairie Schleicher, 8, rue Monsieur-le-

Prince). — L'auteur ne prétend point à l'originalité scientifique. Il ne s'adresse pas aux savants spécialistes. Il s'est efforcé de résumer clairement, pour le grand public, tout ce que nous savons actuellement de plus certain sur l'évolution et la composition du globe terraque. Ce volume de 724 pages, avec 151 figures dans le texte, contient tout ce qu'il est indispensable de savoir là-dessus. C'est un tour de force de donner un tel ouvrage pour un prix si modique.

Dans le livre premier, M. Guède expose d'abord ce que sont la terre dans l'espace, les agents physiques, la vie sur la terre, puis il examine les causes actuelles de modifications et d'altérations : à la surface par les actions atmosphériques, des eaux douces, de la mer, chimiques des eaux, de la glace, des organismes; enfin la dislocation de l'écorce par l'énergie volcanique.

Dans le livre deuxième, il suit l'évolution de la terre : les temps géologiques, les formations archéennes, l'ère primaire, l'ère secondaire, l'ère tertiaire, l'ère quaternaire. Enfin, le dernier chapitre nous présente un clair résumé géographique, qui nous montre « l'importance et l'intérêt de la géologie, inséparable, en somme, de la géographie physique, et non pas uniquement bornée à une énumération, parfois fastidieuse, de dépôts, d'assises, de couches et de fossiles caractéristiques ».

La Duchesse de Duras et Chateaubriand, par G. PAILHÈS, 7 fr. 50 (Perrin, éd., 35, quai des Grands-Augustins). — De toutes les adoratrices plus ou moins adorées du ténébreux René, celle-ci fut « la plus fière, la plus spirituelle, la plus noble, la plus dévouée ». C'est aussi celle qui le fait mieux connaître. Et dans une lettre à Rosalie de Constant, Mme de Duras en donne cette raison bien féminine : « On connaît mieux quelqu'un par les sentiments qu'il inspire, presque, que par lui-même. »

A-t-elle été amante, comme le crut Sainte-Beuve, ou seulement une amie passionnée, ainsi que le soutient M. G. Pailhès ? Le « clou d'or » n'a pas tant d'importance. La duchesse de Duras crut aimer ce « tyrannique enfant gâté » comme une sœur, puis comme une mère. C'est que

la femme, quand elle n'est pas dépravée, n'a qu'une manière d'aimer. Fille, sœur, épouse, c'est de toute sa chair maternelle qu'elle aime. Le mystère de cette « amitié » nous est ainsi révélé. M. G. Pailhès écrit de la duchesse de Duras : « C'est elle qui, par son influence, ouvrit et rouvrit la carrière à l'homme politique, le modéra au plus fort de ses impulsions, le releva de plus d'une lourde chute, l'encouragea du regard et de la voix, lui fit atteindre le prix de la course. Un juste hommage lui sera rendu tant que vivra le nom prestigieux de l'Enchanteur. »

Ces « documents inédits » complètent la biographie de Chateaubriand, — et Chateaubriand, on ne saurait l'oublier, ouvre un siècle. C'est de l'histoire vivante. Savoir ce qui affecte une telle sensibilité, voilà ce qui, mieux que le rassemblement des petits faits et des petits textes, évoque un temps. Ce temps-là, nous le voyons déjà, sera troublé, et il se complaira dans son trouble. L'enfant du siècle est né. Il porte en lui le mal d'égotisme, le mal romantique des Delphine, René et Rolla, et il est prêt à s'en souler, jusqu'au dévergondage de l'esprit et des sens, jusqu'à l'abrutissement de l'aboulie, jusqu'au suicide, qui n'est pas le point culminant du libre arbitre, comme l'a dit Dostoïewsky, mais de l'égotisme. « Homme, pensera-t-il tant qu'il pourra penser, tu n'es qu'un songe rapide, un rêve douloureux, tu n'es quelque chose que par la tristesse de ton âme et l'éternelle mélancolie de ta pensée... »

Mais Chateaubriand n'occupe pas tout ce gros volume. Il y a la duchesse de Duras. Son père, l'amiral et le conventionnel de Kersaint était mort sur l'échafaud en 1793. A dix-neuf ans, en 1796, elle se marie à Londres. Elle eut deux filles, nées en 1797 et 1799. Revenue en France dès 1800, ses lettres, ses confidences nous renseignent sur l'état de la « société » sous l'Empire et sous la Restauration. Dès 1816, la duchesse de Duras joue un rôle considérable à la Cour. Son salon est le plus animé. « Le salon de Mme de Duras était le rendez-vous, non seulement de la noblesse, mais de tout ce que Paris comptait d'hommes illustres ou distingués dans les lettres, les sciences, les arts, la politique, la diplomatie : nulle « caste » n'en était exclue, nulle opinion dans les limites constitutionnelles. Il

fut le point de rencontre où la vieille et la nouvelle France fusionnèrent et apprirent à se connaître ; où l'esprit, le talent, les services équivalaient aux quartiers de noblesse. » On y fête la princesse de Danemark, le futur empereur de Russie, Nicolas, des princes et princesses des Cours étrangères ; on y rencontrait Mme de Staël, Mme Swetchine, Wellington, J. de Maistre, A. de Humboldt, Talleyrand, G. Cuvier, Villemain, A. de Rémusat, Fontanes, Villèle, de Barante, de Sismondi, Benjamin Constant, etc.

Dans une lettre de Talleyrand à Mme de Duras, je relève un passage que M. Louis Thomas devra citer dans une nouvelle édition de son *Esprit de M. de Talleyrand* : « Le respect humain, qui fait faire bien des fautes, empêche aussi quelquefois, et peut-être plus souvent, d'en commettre : cette réflexion me vient peut-être un peu tard dans ma longue vie. »

Mais c'est la duchesse de Duras elle-même qui nous intéresse le plus. Ces « documents » lui donnent une physionomie attachante et qu'on sent vraie. Sa personnalité, même littéraire, n'est point absorbée par celle, si absorbante pourtant, de l'auteur d'*Atala*. « Le nom de Mme de Duras est de ceux que l'histoire littéraire veut ajouter à son trésor. Ses œuvres si délicates, et d'ailleurs peu encombrantes, nous restituent, avec les noms d'une très noble famille, la physionomie d'un régime, d'une société, d'un milieu qu'il convient de ne pas oublier. C'est la vieille France ressuscitée dans sa grâce, son langage, son accent, avec ses habitudes d'élégance et quelques-uns de ses préjugés, en une période de transition et de tristes pressentiments, et qui achève de mourir. » Son bagage est léger ; mais c'est *Ourika*, de nobles *Réflexions et Prières*, *Édouard*, et deux courts romans inédits encore, *le Moine* et *Olivier ou le Secret*, dont M. G. Pailhès, après Sainte-Beuve, réclame la publication.

D'*Ourika*, Alexandre de Humboldt écrivait à son amie : « J'entre chez Goethe. « Je sais, me dit-il, que vous connaissez la duchesse de Duras, l'auteur d'*Ourika* et d'*Édouard*. Que vous êtes heureux ! Elle m'a fait cependant bien du mal. A mon âge, il ne faut pas se laisser émouvoir à ce point... » Puis, à la Cour, on m'a raconté

qu'un autre roman (de Walter Scott) ayant été placé sur sa table, il le fit ôter avec ces mots : « Qu'en trois mois on n'ose me placer un livre là où se trouve *Ourika*. *Ourika* « *lis est.* » Je ne vis que de votre gloire. »

Les *Réflexions et Prières* sont de remarquables méditations religieuses. Quant à *Édouard*, l'auteur nous démontre que Fromentin s'en est inspiré pour son *Dominique*. « Le chef-d'œuvre du roman *psychologique*, dit-il, ce n'est pas, quoi qu'en ait dit Schérer, *Dominique*, ce serait plutôt *Édouard*. »

Comme toutes les femmes qui écrivent honnêtement, je veux dire celles qui ne sont pas de détestables amazones aux bas bleus, la duchesse de Duras raconte son cœur, et nous savons qu'il est plein de son grand ami. Néanmoins, elle garde sa personnalité. En politique, — et en littérature, elle diffère de Chateaubriand jusqu'à l'opposition. De ses ouvrages, on peut dire : « C'est une autre façon d'écrire, de penser, de sentir, de rêver, de souffrir : style précis et nuancé, élégant et rapide, souvent frappé en maximes, sans un seul des éclairs sublimes, sans une seule des grandes images qui caractérisent Chateaubriand. « En tout, des « passions plus profondes que leur expression, et jamais « d'emportement ni d'exubérance, non plus qu'en une « conversation polie. » — « Son style est né *naturel et* « *achevé*, dit encore Sainte-Beuve, un style à la façon de « Voltaire, mais chez une femme. »

Belle carrière, pense-t-on : richesse, puissance, gloire, amour, et tout. Pourtant, les souffrances physiques d'une maladie implacable, qui torturèrent les dernières années de cette femme privilégiée, s'aggravèrent de souffrances morales. Ni les infidélités, l'égoïsme de « l'enfant gâté », ni la froideur que lui manifesta sa fille aînée, ne suffirent à les expliquer. Dans une lettre qu'elle écrit à sa chère Rosalie de Constant, peut-être pénètre-t-on mieux cette âme inquiète et meurtrie : « On ne guérit point, ma chère Rosalie, de ce que j'ai souffert. Cela atteint les sources mêmes de la vie, comme celle du bonheur. On traîne de tristes jours, mais on ne vit plus, car c'est le bien-être qui est vivre et non cette lutte et ce travail continuels pour se

défendre contre le chagrin et le mal physique. Ce qu'il faudrait, c'est bien employer ce reste de temps. Mais qui est-ce qui fait cela ? Ce n'est pas moi, je vous assure, et je déplore tous les jours, sans y remédier, l'inutilité de ma vie. Se faire des intérêts, des obligations est la chose la plus difficile à certains caractères ; quand on les trouve tout faits, ils occupent et remplissent les jours ; mais quand on a accompli son œuvre, qu'on n'a plus d'enfants à élever et à marier, que personne n'a plus besoin de vous... que devenir ? Le repos qu'on se figure après avoir rempli les devoirs d'état et de situation est une illusion ; elle trompe tout le monde. Le général dit : je me reposerai ; le négociant : je me retirerai ; le père de famille : je serai tranquille quand j'aurai établi mes enfants... Non ! ce prétendu repos vient du vide et de l'ennui. Il faut un but à l'activité de l'âme. Une dévotion vive et animée peut seule consoler de se sentir inutile à tout le monde. La mienne n'a pas cette puissance. Elle ne vaut rien, puisqu'elle ne remplit rien et qu'elle ne me console pas. »

Méditons cet aveu d'une conscience que la sincérité éclaire. Je ne crois pas qu'on puisse mieux proclamer la nécessité du positivisme, c'est-à-dire d'une doctrine organique pour les cœurs à qui la dévotion ne suffit plus. A ceux-là, le conseil de Joubert : « Ferme les yeux, et tu veras », ne convient plus.

Fulgence Fulbert l'anticléric, Joie d'automne, Chef de bureau et romancier, par HENRI MAUPRAT, 2 francs (Perin, éd., 35, quai des Grands-Augustins). — Ces trois nouvelles, dont la première est un portrait, la deuxième une étude psychologique et la troisième une justification spirituelle du fonctionnarisme, sont composées avec art. C'est sobre, clair, exact, vivant, et l'auteur n'a pas abusé de l'ironie.

G. DEHERME.

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

Bernard GRASSET, Éditeur
7, rue Corneille, 7. — PARIS

DERNIÈRES PUBLICATIONS :

PIERRE DE BOUCHAUD

Périodes historiques de Bologne (Ouvrage illustré de
9 gravures) **3.50**

ÉMILE BAUMANN

L'Immolé, roman, 3^e édition. Vol. in-18 **3.50**

LÉON LAFAGE

La Chèvre de Pescadoire, 3^e édition. Vol. in-18 . . . **3.50**

JEAN GIRAUDOUX

Provinciales, Vol. in-18. **3.50**

GILBERT DE VOISINS

Les Moments perdus de John Shag, Vol. in-18. . . **3.50**

MAURICE MAGRE

Conseils à un jeune homme, Vol. in-18 **2 »**

DIDIER DE ROULX

Roosje, roman. Vol. in-18 **3.50**

J. GRASSET

PROFESSEUR DE CLINIQUE MÉDICALE A L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

La Responsabilité des Criminels, Vol. in-18. . . **3.50**

GEORGES DEHERME

La Démocratie vivante, Vol. grand in-8° **4.50**

HENRI MAZEI.

Pour causer de tout, Vol. in-18 **3.50**

LA CRISE SOCIALE

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-16 de 375 pages. Prix. 3 fr. 50

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, rue Saint-Sulpice, Paris

AUGUSTE COMTE ET SON ŒUVRE LE POSITIVISME

Par GEORGES DEHERME

*Un vol. in-16 de 128 pages, avec deux portraits hors texte,
Prix : 2 fr. 50*

(GIARD et BRIÈRE, Éditeurs, 16, rue Soufflot. — PARIS)

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Action politique. Action économique. Action sociale

Par GEORGES DEHERME

*Ouvrage couronné par l'Académie française
et par la Société antiesclavagiste de France*

Un volume in-8 de 528 pages. Prix : 6 fr. (*franco : 6 fr. 60*)

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, place Saint-Sulpice, PARIS

La Démocratie vivante

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-8° de 402 pages. Prix : 4 fr. 50 (*franco : 5 fr.*)

BERNARD GRASSET, Éditeur, 7, rue Corneille, PARIS
